

Covid-19 et confinement

Perte d'activité économique dans la métropole bordelaise durant le confinement

**Observatoire
de l'activité
économique
et de l'emploi**

10 / 2020





Les mois de confinement ont laissé leur empreinte sur l'économie nationale. L'activité a chuté d'un tiers et les analyses prospectives prédisent des conséquences de long terme. Même s'il est trop tôt pour connaître leur

ampleur, l'observation en temps de crise répond à deux enjeux d'une part, il faut apporter des réponses dans l'urgence aux entreprises et aux salariés instantanément frappés par la crise d'autre part, les analyses immédiates seront le point de départ, les valeurs références, pour mesurer la reprise économique.

Cette crise se décline différemment dans les territoires français. De nombreuses questions sont d'ores et déjà soulevées par les économistes : pourquoi les territoires n'ont pas été atteints de la même manière ? Quelles sont les fragilités ou les forces qui aggravent ou atténuent les effets de cet épisode inédit ? Les déterminants sont-ils les mêmes qu'en 2008 où la crise était alors financière ?

L'observation de la perte d'activité dans les divers secteurs durant le confinement apporte quelques réponses. L'Insee définit cet indicateur comme l'écart entre les valeurs ajoutées observées sur cet intervalle et celles que l'on constaterait durant une période qualifiée de normale.

Cette note propose les hypothèse d'une déclinaison des effets de la crise à l'échelle de Bordeaux Métropole.

Elle s'inscrit dans une série d'éclairages produits par l'a-urba¹ visant à donner aux acteurs locaux des éléments de compréhension de la crise actuelle.

Le 07 mai, l'Insee évaluait la perte d'activité au niveau national à

33,3 % depuis le début du confinement (17 mars 2020).

Ce chiffre s'élèverait à

31,5 % sur Bordeaux Métropole.

1. À venir : synthèses sur la démographie et sur l'immobilier d'entreprise

Méthodologie

Ce travail s'appuie sur la note de conjoncture de l'Insee du 7 mai 2020 qui formule des hypothèses quant à la perte d'activité par secteur économique durant le confinement. Il en ressort des profils sectoriels très différents allant du quasi-effondrement (hôtellerie-restauration) à une situation presque inchangée. Il s'agit d'un indicateur conjoncturel qu'on peut qualifier de **sensibilité de chaque secteur à la crise**.

Cette note se réfère également à la méthodologie déployée par l'Agence d'Urbanisme de Saint-Nazaire (ADDRN) dans sa publication intitulée « Covid, impact économique majeur ».

Ce travail propose une estimation des PIB locaux par secteur d'activités à partir des données d'emploi (Clap 2015, Insee).

On explore ici un indicateur structurel qui traduit les spécialisations économiques des territoires. Il s'agit du **poids de chaque secteur dans la structure économique**.

La combinaison de ces deux indicateurs permet d'évaluer localement **la contribution de chaque secteur dans la perte d'activité globale**.

**« Contribution estimée du secteur
à la perte d'activité sur Bordeaux Métropole »**

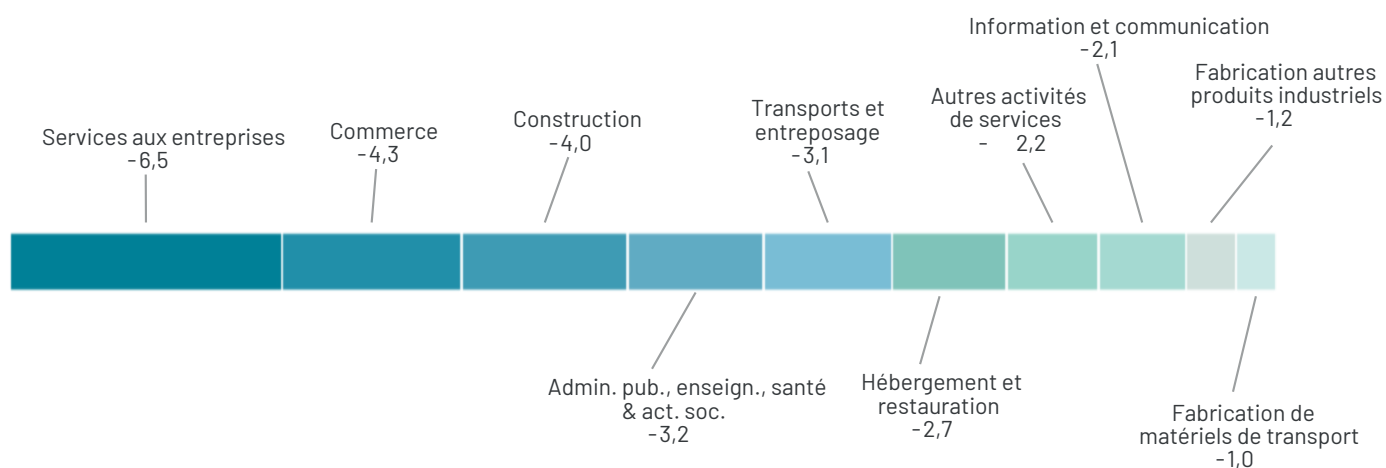
=

Son degré de sensibilité à la crise

+

Son poids dans l'emploi local

Contribution estimée de chaque secteur à la baisse d'activité sur Bordeaux Métropole



En point de pourcentage :

L'addition des points est égale à la valeur exprimée en pourcentage.

En l'occurrence, elle est égale à 31,5.

Source : Insee, note de conjoncture du 7 mai 2020, agence d'urbanisme de la région de Saint-Nazaire, traitement a'urba.

Clé de lecture : le secteur des services aux entreprises explique 6,5 points de la perte d'activité économique métropolitaine

Le rôle de chaque secteur dans la perte d'activité résulte de la combinaison de deux facteurs

La combinaison entre «le degré de sensibilité à la crise» et «le poids dans l'emploi local» détermine le rôle de chaque secteur dans le déclin de l'économie métropolitaine. Le tableau suivant propose une lecture croisée de ces deux variables.

		Poids dans l'emploi local			
		Plus d'un tiers	Entre 10 et 30 %	Entre 5 et 10 %	Moins de 5 %
Degré de sensibilité à la crise	Très fort perte d'activité supérieure à deux tiers			Construction	Fabrication de matériels de transport. Autres activités de services. Hébergement et restauration
	Fort perte d'activité entre un et deux tiers		Services aux entreprises Commerce	Transports et entreposage	Cokéfaction et raffinage. Fab. eq. élec., électr., inf. & machines. Fabrication autres produits industriels
	Faible perte d'activité inférieure à un tiers	Administration publique, enseignement, santé et action sociale		Activités financières et d'assurance	Information et communication. Extr., énerg., eau, gestion déch. & dépol., Activités immobilières, Fab. Aliments, boiss. & prdts base tabac, Agriculture, sylviculture et pêche.

Quatre profils de « contributeurs » émergent :

Profil 1	Secteur sensible à la crise & part importante dans l'emploi local
Profil 2	Secteur sensible à la crise & part modeste dans l'emploi local
Profil 3	Secteur résilient face à la crise & part modeste dans l'emploi local
Profil 4	Secteur résilient face à la crise & part importante dans l'emploi local

Secteur sensible à la crise & part importante dans l'emploi local

Composé des services aux entreprises, du commerce, de la construction et des transports-entrepasage, ce groupe d'activités explique à lui seul 17,9 points de perte d'activité soit plus de la moitié du recul global à l'échelle locale.

Les services aux entreprises pourraient faire perdre 6,5 points d'activité au tissu économique métropolitain.

-44 % d'activité au niveau national & 15,1 % du PIB local

Comment expliquer la chute de ce secteur au niveau national (44 % du PIB) ?

Pour l'Insee, il s'agit d'un secteur suiveur subissant la baisse d'activité générale de l'économie et notamment le dévissage de la construction et de l'industrie. Plus précisément, ce sont des activités d'entretien de locaux ou de sécurité, ou des services spécialisés comme le marketing et événementiel. 60 % de l'emploi de cette branche a été concerné par des demandes de chômage partiel.

Les perspectives de reprise sont différentes selon les modèles économiques des entreprises. Celles qui fonctionnent par engagement de long terme avec leur client rebondissent plus facilement. C'est le cas notamment des entreprises de nettoyage ou de sécurité qui réalisent des prestations permanentes. En revanche, les activités dont le modèle d'affaires dépend de missions ponctuelles risquent de ne jamais combler la perte d'activité ce qui pourrait provoquer leur fermeture.

La construction contribuerait à hauteur de 4 points à la perte d'activité locale.

-75 % d'activité au niveau national & 5,4 % du PIB local

Comment expliquer la chute de ce secteur au niveau national (-75 % du PIB) ?

Avec près de 90 % des salariés en chômage partiel, le domaine de la construction a subi la crise de plein fouet. Selon la Cellule Economique Régionale de la Construction en Nouvelle-Aquitaine, 65 % des chantiers ont été arrêtés.

Même s'il est certain qu'un phénomène de rattrapage s'est amorcé avec le déconfinement, les prévisions de croissance dans la construction restent négatives d'après l'Insee. Les effets de la crise auront des conséquences sur la réalisation de projets immobiliers.

Le commerce pourrait engendrer jusqu'à 4 points de perte d'activité à l'échelle de la métropole bordelaise.

-47 % d'activité au niveau national & 9,4 % du PIB local

Comment expliquer la chute de ce secteur au niveau national (47 % du PIB) ?

Les effets sur le commerce sont difficiles à globaliser car une partie des activités a tiré profit du confinement et l'autre, au contraire, a subi les fermetures imposées. Toutefois, dans son ensemble le secteur contribue fortement à la perte d'activité.

Les sous-secteurs en crise :

- Le commerce de détail non-alimentaire est quasiment à l'arrêt.
- Les grossistes alimentaires subissent la fermeture des restaurants.

Les sous-secteurs résilients :

- Le commerce de détail alimentaire a été épargné voire tiré vers le haut grâce notamment à la fermeture des restaurants et à l'arrêt de la restauration collective.
- Le e-commerce a bénéficié d'un report de consommation suite à la fermeture des commerces non alimentaires.
- Une partie des activités commerciales reste à l'abri comme les pharmacies, les commerces de bouche ou les bureaux de tabac.

Les transports et l'entrepasage expliqueraient 3 points de perte d'activité localement.

-59 % d'activité au niveau national & 5,3 % du PIB local

Comment expliquer la chute de ce secteur au niveau national (-59 % du PIB) ?

Le transport de personnes a quasiment été à l'arrêt et les pertes d'activités sont estimées à 75 %.

Le transport et l'entrepasage de marchandises ont été en partie épargnés grâce à la consommation des ménages en produits de première nécessité et au e-commerce.

La balance reste toutefois largement négative.

Profil 2

Secteur sensible à la crise & part modeste dans l'emploi local

Il s'agit principalement des activités industrielles (à l'exception de l'industrie agro-alimentaire qui a été épargnée) et du secteur de l'hôtellerie/restauration.

Si ces deux branches ont perdu au moins un tiers de leur activité (jusqu'à 90 % pour l'hôtellerie/restauration), les effets sur l'économie locale restent modérés car elles représentent, l'une comme l'autre, moins de 5 % de l'emploi dans la métropole bordelaise.

L'hébergement et la restauration pourraient contribuer à hauteur de 2,7 points à la perte d'activité locale

-90 % de PIB au niveau national & 3,1 % du PIB local

Même si le secteur pèse peu dans le PIB local, il faut s'attendre à des difficultés majeures avec des risques de fermetures d'établissements et de licenciements importants.

Pour cette famille d'activités, ce sont les fermetures d'établissements qu'il faut surveiller. Quelle sera la capacité des restaurateurs et hôteliers à absorber une perte d'activité aussi importante ? L'Insee alerte sur la capacité du secteur à rebondir, avec des conséquences sur l'emploi à moyen terme.

Profil 3

Secteur résilient face à la crise & part modeste dans l'emploi local

Ces secteurs ont perdu moins d'un tiers de leur activité. Il s'agit des activités financières et d'assurance dont le fonctionnement est peu corrélé à l'économie réelle. Les technologies de l'information et de la communication sont quant à elles protégées grâce à la croissance des échanges virtuels lors de la crise.

Profil 4

Secteur résilient face à la crise & part importante dans l'emploi local (composé uniquement de l'administration publique, enseignement, santé et action sociale)

L'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale expliqueraient trois points de la perte d'activité sur Bordeaux Métropole .

-14 % d'activité au niveau national & 35 % du PIB local

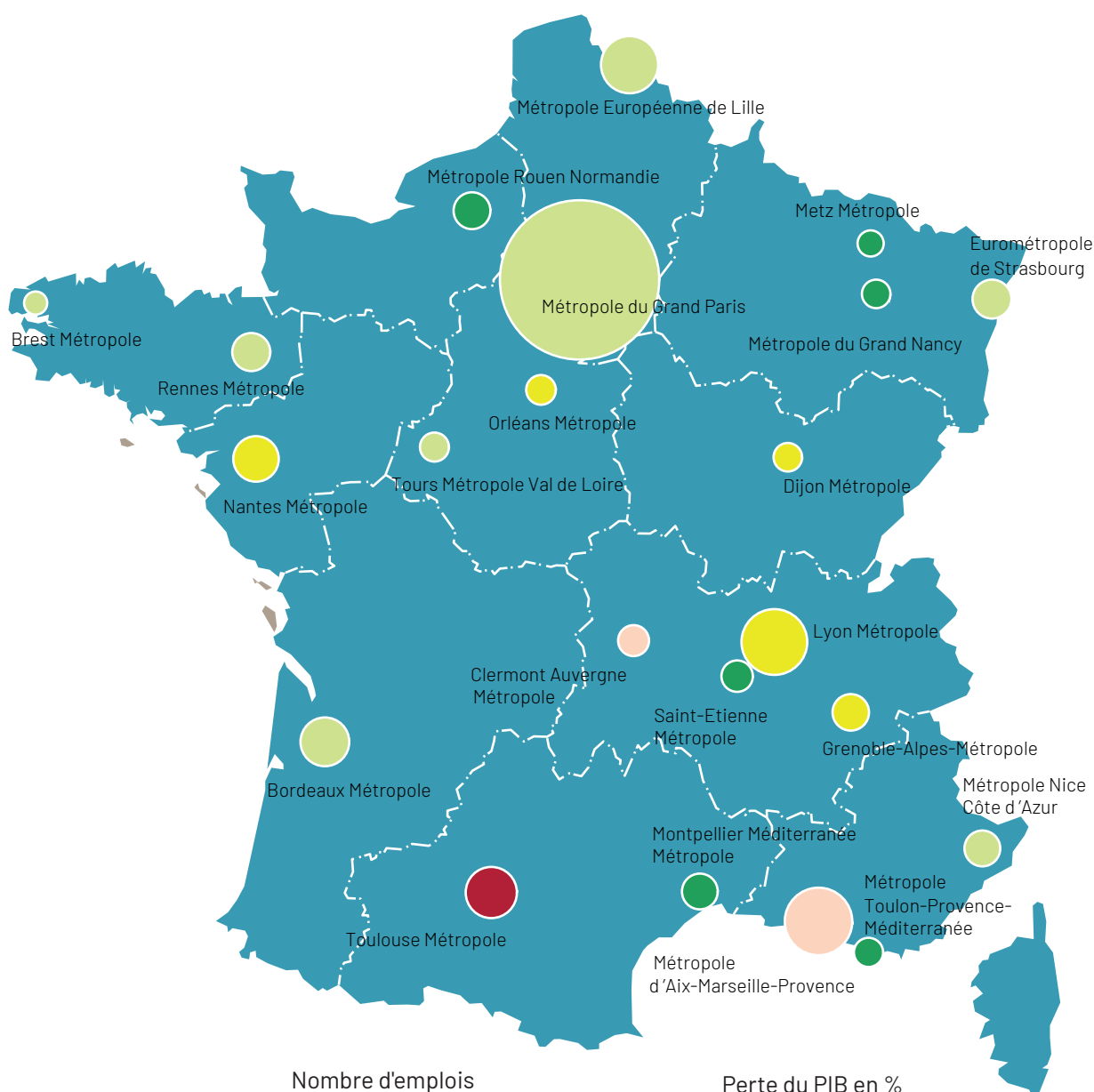
Le secteur public explique trois points de baisse de l'activité locale alors qu'il s'agit d'un pan de l'économie largement abrité des effets du confinement (seulement 14% de perte d'activité). Cela tient au poids du secteur public dans l'économie métropolitaine qui dépasse le tiers du PIB.

Attention : pour le secteur public, le PIB est calculé en fonction des coûts engagés. Par exemple, même si les écoles ont été fermées, les traitements des enseignants ont été versés (en dehors des primes).

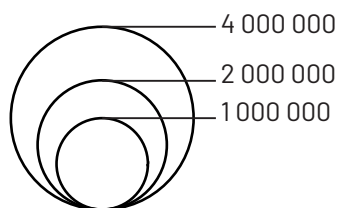
Les effets de la fermeture des écoles devront être évalués différemment. Il s'agit davantage de coûts sociaux pour la population, de coûts induits pour les entreprises liés à l'absence des salariés en arrêt de travail pour garde d'enfants et de l'arrêt des services connexes au fonctionnement des établissements scolaires (la restauration notamment).

Positionnement de Bordeaux Métropole par rapport aux autres métropoles françaises

Les métropoles françaises résisteraient mieux à la crise sanitaire que le pays dans son ensemble



Nombre d'emplois



Perte du PIB en %



Métropole Toulon-Prov.-Méd. -29,3%

Metz Métropole -29,3%

Montpellier Méd. Métropole -30,7%

Métropole du Grand Nancy -30,8%

Saint-Etienne Métropole -30,8%

Métropole Rouen Normandie -31,0%

Tours Métropole Val-de-Loire -31,0%

Bordeaux Métropole -31,5%

Brest Métropole -31,6%

Métropole Européenne de Lille -31,6%

Eurométropole de Strasbourg -31,8%

Rennes Métropole -31,8%

Métropole du Grand Paris -31,8%

Métropole Nice Côte d'Azur -31,9%

Dijon Métropole -32,1%

Nantes Métropole -32,3%

Grenoble-Alpes-Métropole -32,5%

Orléans Métropole -32,8%

Métropole de Lyon -32,9%

Clermont Auvergne Métropole -33,1%

Métropole d'Aix-Marseille-Prov. -33,2%

France -33,3%

Toulouse Métropole -34,6%

Moins d'industries manufacturières, plus d'agriculture et d'emploi public : le profil gagnant

En observant la structure productive de toutes les métropoles, deux constantes se dégagent.

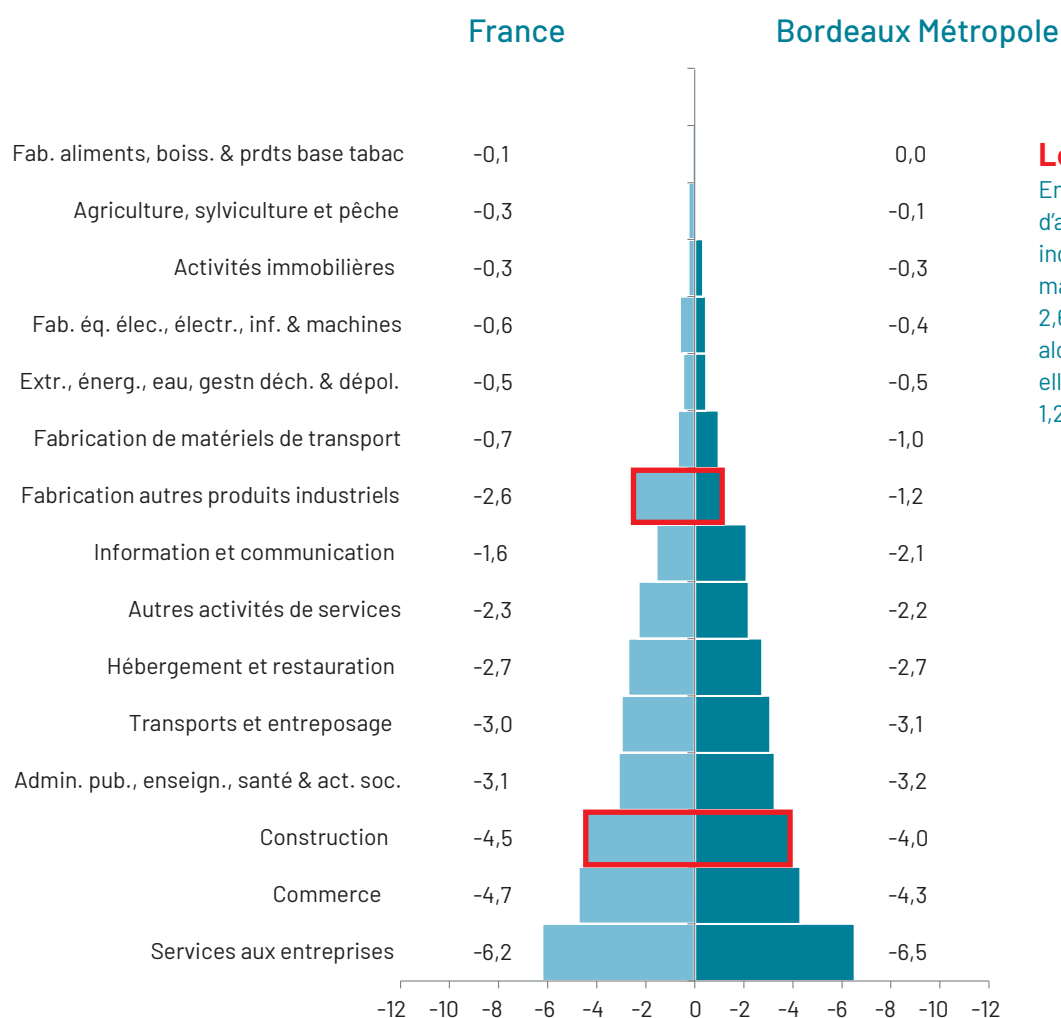
Les métropoles les moins touchées seraient celles qui accueillent peu d'industries manufacturières. C'était également le cas en 2008 où les métropoles industrielles avaient été plus lourdement touchées par la crise financière. Ces métropoles sont également caractérisées par une sur-représentation dans les fonctions administratives publiques, la santé et l'action sociale.

....toutes sauf Toulouse

Toulouse est la seule métropole française dont la perte d'activité pourrait être plus importante qu'en France. Le constat est sans appel : la mono spécialisation dans l'aéronautique fait entrer Toulouse dans une crise majeure. Pour un emploi dans l'aéronautique en France, on compte près de 7 emplois dans Toulouse Métropole. À l'échelle nationale, l'aéronautique a connu une perte d'activité de 70 % affectant près de 35 000 emplois.

Bordeaux Métropole résisterait mieux à la crise que le territoire national. Pourquoi ?

Contribution de chaque secteur à la baisse d'activité : comparaison avec la situation nationale (exprimée en point).



Lecture

En France, la fabrication d'autres produits industriels (principalement manufacturés) explique 2,6 points de perte d'activité, alors qu'à Bordeaux Métropole elle ne compterait que pour 1,2 point.

Bordeaux Métropole serait moins affectée grâce à la présence relativement faible de secteurs lourdement touchés.

L'écart le plus important entre la France et la Métropole Bordelaise s'observe dans le secteur **fabrication d'autres produits industriels** : 1,5 points de différence en faveur de Bordeaux Métropole. Il contient notamment les activités manufacturières comme le textile, la métallurgie et le travail du bois.

La sous-spécialisation métropolitaine en industrie protège le territoire.

Le décalage entre Bordeaux Métropole et la France est également important dans le secteur de **la construction** : 0,6 point de différence. Il s'agit des activités liées à la réalisation des chantiers.

Ici aussi, c'est la sous-représentation du secteur de la construction par rapport à la France qui joue en faveur de la métropole.

Situation en Nouvelle-Aquitaine

Comme Bordeaux Métropole, la région Nouvelle-Aquitaine devrait mieux résister à la crise

La note de conjoncture de l'Insee du 7 mai contient une approche régionale des effets de la crise. Elle révèle une résistance plus forte en Nouvelle-Aquitaine qu'en France. Comme pour Bordeaux Métropole, la perte d'activité atteindrait 31 % contre 33 % dans le pays. L'explication tient ici à une sous-représentation des services aux entreprises en Nouvelle-Aquitaine. Au contraire, les secteurs non-marchands et agricoles, fortement présents sur le territoire joueraient un rôle d'amortisseur.

Les hypothèses formulées par l'Insee amènent également à constater des disparités au sein de la Région. Les territoires littoraux sont fortement chahutés par l'effondrement des activités d'hébergement et de restauration. Les conséquences en matière de destruction d'emplois pourraient être importantes. Le Nord de la Région – Bressuire, Châtelleraut, Parthenay – et Angoulême sont particulièrement fragilisés en raison de leur caractère industriel. De même, Pau et Bordeaux font partie des territoires exposés au sein de l'espace régional compte tenu de la concentration des emplois dans les services aux entreprises, secteur particulièrement affecté. Enfin, certaines zones rurales portées par les activités publiques et agricoles restent relativement à l'abri comme Guéret, Tulle ou encore Mont-de-Marsan. Les pertes d'emplois devraient rester modérées.

Les perspectives de reprise depuis le déconfinement : la Nouvelle-Aquitaine redémarre

Le 8 juillet, l'Insee publiait un point de conjoncture dévoilant les effets de la crise sur l'emploi au premier trimestre 2020 (état au 31 mars, les mesures d'endiguement ayant été prises à la mi-mars). Pour la première fois, les analyses s'appuient sur des données post-confinement. Les conséquences réelles de la crise commencent à apparaître.

La résilience de la Nouvelle-Aquitaine, pressentie par l'Insee grâce à l'analyse de la perte d'activité, mérite d'être vérifiée. Même si le territoire relève la tête, le nombre de demandeurs d'emplois et les pertes d'emplois restent préoccupantes.

40 000 emplois ont été perdus en Nouvelle-Aquitaine.

L'intérim est le premier secteur touché avec un déficit de 28 000 emplois. Il s'agit de la variable d'ajustement la plus flexible face à ce recul d'activité si soudain. Viennent ensuite les activités de restauration, d'hébergement et de loisirs où la perte s'élève à 10 000 emplois. Les données sur le chômage durant la période mars-avril-mai confirment les effets de la crise sur l'emploi. L'augmentation du nombre de demandeurs d'emplois est légèrement plus forte en Nouvelle-Aquitaine qu'en France :

5,9 % contre 5,7 %.

Cette note constitue une analyse à T0. Les effets du confinement devront être étudiés sur le long terme. Certains secteurs seront plus prompts que d'autres à se relever. Même si la reprise concerne toutes les branches, elle est plus ou moins forte selon les secteurs. La construction rebondit particulièrement vite avec le redémarrage des chantiers. D'autres activités au contraire seront affectées sur plusieurs années.

Il faudra également s'intéresser aux fermetures d'établissements et aux licenciements. Les déterminants territoriaux du degré de résistance à la crise sont encore hypothétiques. Si les métropoles semblent avoir mieux supporté les mesures du confinement, comment subiront-elles les effets induits par la crise ? Plus ouvertes sur le monde, seront-elles affectées plus que d'autres territoires par la chute des échanges internationaux ?

Sous la direction de : Cécile Rasselet /

Chef de projet : Emmanuelle Gaillard /

Conception graphique : Benjamin Vouilloux, Olivier Chaput